



## La famine en tant qu'arme: les Etats-Unis ciblent le programme CLAP au Venezuela

Par [Jim Carey](#)

Mondialisation.ca, 07 août 2019

[Geopolitics Alert](#) 28 juillet 2019

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Thème: [Loi et Justice](#)

Analyses: ["Putsch" au Venezuela](#)

*Les nouvelles sanctions américaines à l'encontre du Venezuela, destinées à cibler le programme alimentaire CLAP, prouvent qu'il n'y a rien d' « humanitaire » dans les préoccupations de Washington.*

La semaine dernière, le Département du Trésor des Etats-Unis a imposé de nouvelles sanctions à de nombreuses personnes et entreprises liées au programme des Comités locaux d'approvisionnement et de production du gouvernement bolivarien (CLAP).

Le programme, mieux connu sous le nom de CLAP, a débuté au début de 2016 en réponse aux sanctions américaines déjà en place à l'époque. Le programme CLAP a été conçu comme un moyen pour le gouvernement révolutionnaire, avec l'aide d'organisations locales, telles que les communes, de faire des livraisons à domicile de produits alimentaires de base. Au moment de sa création, le CLAP a été créé pour garantir que, quelle que soit l'intensité de la guerre économique contre le Venezuela, l'Etat travaillerait avec tous les citoyens désireux d'assurer la livraison des colis alimentaires du CLAP.

Cependant, le CLAP a également été la cible de propagande impérialiste et d'attaques économiques depuis sa création. Au-delà des sanctions et des restrictions imposées à la quasi-totalité des denrées alimentaires entrant au Venezuela, le CLAP, en particulier, est la cible des médias étasuniens depuis des années, au motif que le gouvernement fournissant un service aux pauvres est essentiellement un « acheteur de votes ».

Bien que cette logique de « délivrance » qui équivaut à de la corruption ait un sens pour les politiciens impérialistes dont la seule croyance est l'austérité et l'écrasement de l'imagination politique et des aspirations de leurs sujets néolibéraux, ces mensonges n'ont pas vraiment marché sur les Vénézuéliens. Au lieu de cela, le programme du CLAP a en fait été élargi pour offrir des boîtes CLAP à des millions de familles. Le CLAP a également fait l'objet de réformes plus récentes plus tôt cette année, lorsque des changements ont été apportés pour améliorer le système de distribution et la comptabilité interne.

Les réformes de 2019 ont également augmenté le nombre de marchés populaires » où seront distribués des produits tels que des légumes, des tubercules, des racines, des fruits et des protéines animales « avec l'intention de s'occuper de » chacune des communes dans les secteurs les plus peuplés ». Cela a été facilité par la création de marchés municipaux, ce qui a nécessité l'établissement d'une production localisée de tous les produits alimentaires de base pour le programme CLAP, une étape qui pourrait le décentraliser davantage.

Pourtant, cette possible décentralisation révolutionnaire n'aura peut-être jamais le temps de se concrétiser car, une fois de plus, de nouvelles sanctions ont été imposées au Venezuela. Cette fois-ci, les sanctions visaient 13 entreprises et 10 individus pour corruption présumée dans des marchés publics liés au CLAP.

Parmi les personnes sanctionnées figurent Walter, Yosser et Yoswal, les beaux-fils du président vénézuélien Nicolas Maduro. Le principal sujet de colère du Trésor, cependant, est le ressortissant colombien Alex Nain Saab Moran, dont le secrétaire au Trésor Steve Mnuchin a affirmé qu'il s'était « engagé avec des initiés de Maduro pour diriger un réseau de corruption à grande échelle qu'ils utilisaient sans ménagement pour exploiter la population du Venezuela qui meurt de faim. Le Trésor public cible ceux qui sont à l'origine des stratagèmes de corruption sophistiqués de Maduro, ainsi que le réseau mondial de sociétés fictives qui profitent du programme de distribution alimentaire contrôlé par l'armée de l'ancien régime. »

Mnuchin a également parlé de la ligne médiatique mentionnée précédemment selon laquelle Maduro et les « initiés du régime » utilisent « la nourriture comme une forme de contrôle social, pour récompenser les partisans politiques et punir les opposants », avec la relation entre Saab et Maduro remontant à 2009.

Le Trésor accuse Saab d'avoir surfacturé les contrats d'Etat pour l'importation et la distribution de nourriture pour le CLAP et d'avoir utilisé « une partie de ses profits de contrats alimentaires corrompus pour payer des pots-de-vin aux fonctionnaires du gouvernement pour l'importation de nourriture ».

Bien qu'il semble étrange pour les Etats-Unis de se soucier autant des boîtes CLAP et de la distribution locale de nourriture, le communiqué de presse contenait aussi des éléments qui pourraient être des préoccupations matérielles plus importantes pour Washington. Bien que les accusations du CLAP puissent paraître mauvaises, le Trésor a également mentionné que Saab est soupçonné d'aider à mettre en place l'infrastructure et les accords nécessaires pour envoyer de l'or vénézuélien en Turquie.

Malgré les sanctions américaines à l'encontre du Venezuela, ainsi que des mesures comme celle de la Banque d'Angleterre refusant de restituer des milliards en or vénézuélien, la Turquie - alliée de l'OTAN - et son président Recep Erdogan sont restés fidèles à la révolution bolivarienne et ont pris la responsabilité de traiter tout nouvel or du Venezuela. Selon le communiqué de presse, « Saab, à son tour, a travaillé avec des membres du gouvernement vénézuélien, y compris El Aissami, l'actuel ministre de l'Industrie et de la Production nationale et ancien vice-président exécutif, pour créer une structure permettant au gouvernement du Venezuela de vendre son or à la Turquie ».

Les Etats-Unis se disputent aussi actuellement avec la Turquie au sujet de la récente importation de systèmes russes de défense antimissile S-400, Washington imposant des sanctions à de multiples individus et entreprises dans ce pays également. Alors que Washington fait peut-être semblant de se soucier du CLAP, cette lutte entre Washington d'un côté et Caracas et Ankara de l'autre a probablement été fortement prise en compte dans les dernières cibles des sanctions.

Quelles que soient les motivations, il y a un inconvénient évident à cela: le CLAP est dans la ligne de mire en cette période de réformes radicales. Peu importe ce que les Etats-Unis espèrent tirer des dernières sanctions, les Vénézuéliens qui comptent sur le CLAP et sur le

réseau de distribution qui le soutient en souffriront. Il s'agit là d'une poursuite de la politique en cours entre les Etats-Unis et le Venezuela, c'est-à-dire d'une nouvelle tentative d'affamer le Vénézuélien moyen pour le soumettre aux Etats-Unis.

En échange de la trahison de la révolution bolivarienne, le peuple vénézuélien verra le coup des sanctions américaines levé, mais le coup des capitaux financiers et des pirates économiques prendra sa place. La dernière attaque contre le CLAP peut avoir de multiples motivations, mais l'intention de Washington reste la même, les Boliviariens doivent être anéantis.

Jim Carey

Article original en anglais : [Starvation as a Weapon: US Targets Venezuela CLAP Program](#), Geopolitics Alert, le 28 juillet 2019

Traduit de l'anglais par Bernard Tornare pour [son blog](#)

Relu par Bam

La source originale de cet article est [Geopolitics Alert](#)  
Copyright © [Jim Carey](#), [Geopolitics Alert](#), 2019

---

Articles Par : [Jim Carey](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)